

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 22 (2024)

Faits saillants

- ❖ Singapour : retards d'expédition dus à la congestion des ports en Asie
- ❖ Philippines : le peso à son niveau le plus bas depuis novembre 2022
- ❖ Vietnam : croissance de 70% sur un an des IDE dans le secteur immobilier

LE CHIFFRE À RETENIR

5,3 Mds\$

Budget de la Malaisie à moyen terme pour sa nouvelle stratégie dans le secteur des semi-conducteurs

Région

Nomura : le Vietnam et la Malaisie, pays les plus attractifs pour les investissements dans l'ASEAN

Un rapport de la banque japonaise Nomura du 28 mai s'intéresse aux reconfigurations des chaînes d'approvisionnement mondiales en s'appuyant sur des preuves empiriques de stratégies "China+1" ainsi que des données d'enquête auprès de 130 entreprises. Les résultats montrent que l'Asie, et en particulier l'Inde, le Vietnam et la Malaisie, serait le principal continent bénéficiaire des nouveaux investissements, notamment chinois. D'après Nomura, la transformation des chaînes d'approvisionnement globales offrirait de nouvelles opportunités de croissance pour plusieurs économies asiatiques, suivant la théorie du « vol d'oies sauvages » de l'économiste Kaname Akamatsu. Au sein de l'ASEAN-5 (IDN, THA, MYS, VNM, PHL), le Vietnam serait le pays le plus attractif, en particulier dans les secteurs des véhicules électriques (VE) et de l'électronique. Ses exportations pourraient passer de 353 Mds USD en 2023 à 751 Mds USD en 2030. La Malaisie se distinguerait, quant à elle, dans les semi-conducteurs (capacités d'assemblage et de test), l'électronique et les centres de données, avec des exportations pouvant progresser de 313 Mds USD en 2023 à 652 Mds USD en 2030. La Thaïlande bénéficierait, elle, de l'essor des VE, de l'électronique (circuits imprimés) et des biens de consommation durables, mais serait moins compétitive sur d'autres secteurs. L'Indonésie profiterait, enfin, du développement de la filière des batteries de VE, tandis que les Philippines pâtirait de barrières à l'entrée dans le secteur manufacturier et de tensions géopolitiques avec Pékin.

Fig. 10: Favoured destinations for US and European companies redirecting planned China investments



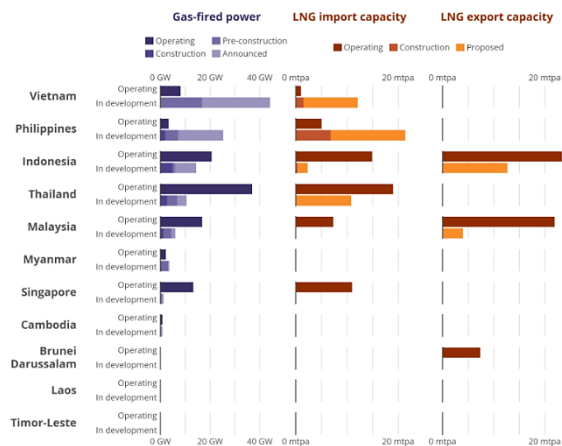
Note: *India refers to the Indian subcontinent, while Other APAC refers to APAC excluding ASEAN, India, Japan, Korea and Taiwan.
Source: AmCham Shanghai 2023 China business report, EuroCham Business Confidence Survey 2023 and Nomura Global Economics.

Investissements gaziers en Asie du Sud-Est : un frein au développement des énergies vertes

Un rapport publié par l'ONG américaine Global Energy Monitor (GEM) le 30 mai met en lumière les projets d'investissement massifs dans les centrales électriques au gaz et les terminaux de gaz naturel liquéfié en Asie du Sud-Est, risquant de verrouiller des décennies d'énergie polluante coûteuse. D'une valeur de 220 Mds USD, ces plans pourraient doubler la capacité électrique au gaz de la région et augmenter de 80% sa

Vietnam, the Philippines, Thailand, Indonesia, and Malaysia lead Southeast Asia's gas expansion

Gas-fired power capacity in gigawatts (GW), and LNG import and export capacity in million tonnes per annum (mtpa), shown by country and status



Note: For gas plants, "in development" refers to announced, pre-construction, and construction; for LNG terminals, it refers to proposed and construction.
Source: Asia Gas Tracker



capacité d'importation de GNL. Malgré les avantages perçus en termes de sécurité énergétique, ces investissements pourraient compromettre les efforts régionaux de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. En parallèle, des projets d'énergies renouvelables pourraient répondre à près des deux tiers de la demande énergétique projetée de la région pour 2030.

Lancement de NextGen Tech 30 pour identifier les entreprises à forte croissance en Asie du Sud-Est

NextGen Tech 30, une initiative publique-privée en Asie du Sud-Est, a été lancée par la plate-forme Granite Asia et 65 partenaires pour identifier les entreprises à fort potentiel de croissance dans la région. Cette initiative vise à distinguer les entreprises locales en pleine croissance dans trois domaines clés : l'automatisation, les solutions d'entreprise et la technologie alimentaire et les marques. Le jury, composé d'investisseurs expérimentés et de facilitateurs d'écosystèmes, sélectionnera les entreprises en fonction de critères tels qu'un chiffre d'affaires minimum de 20 M USD ou un taux de croissance annuel de 30%. Les nominations sont ouvertes du 30 mai au 30 juin, et les finalistes seront annoncés en septembre.

Indonésie

Baisse des recettes fiscales sur les premiers mois 2024

Les recettes fiscales sont en baisse sur les quatre premiers mois de l'année, en comparaison à la même période l'an passé, en raison de la chute des prix des matières premières et du ralentissement des performances des entreprises en Indonésie. Le ministère des Finances a enregistré un recul de 8% en g.a. des recettes fiscales (à 719 900 Mds IDR, soit environ 44 Mds USD) jusqu'à avril 2024. La ministre des Finances Sri Mulyani Indrawati a souligné une baisse significative de 29,1% des recettes liées à l'impôt sur les sociétés (PPh), rendant compte d'un déclin de la rentabilité des entreprises contribuant aux recettes fiscales.

Vives réactions face au programme d'épargne logement

L'adoption de la réglementation N° 21/2024 du gouvernement concernant la mise en place de prélèvements obligatoires sur les revenus des travailleurs d'ici à 2027 pour financer un programme d'épargne logement (TAPERA) destiné à faciliter l'accès à la propriété pour les personnes à faible revenu suscite de nombreuses réactions. Lorsqu'elle sera mise en œuvre, les travailleurs devront payer une cotisation mensuelle égale à 3% de leur salaire, répartie entre l'employé (2,5%) et l'employeur (0,5%). Ce prélèvement s'ajoutera aux cotisations existantes pour la sécurité sociale (BPJS Ketenagakerjaan) et la couverture médicale (BPJS Kesehatan). Les employeurs expriment leur opposition à cette nouvelle charge, appuyé par plusieurs syndicats qui soulignent également la hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse du pouvoir d'achat, tandis que la redondance du programme TAPERA avec d'autres aides questionne. Suite aux protestations des travailleurs et des employeurs, le gouvernement a décidé de ne pas précipiter l'entrée en vigueur du programme et de consulter les différentes parties prenantes avant d'émettre des règlements techniques.

Vers une augmentation des recettes fiscales par la taxation des multinationales

Le gouvernement indonésien prévoit l'entrée en vigueur de l'impôt minimum mondial sur les multinationales à 15% en 2025. Cette mesure, annoncée par la Ministre des Finances Sri Mulyani Indrawati lors d'une réunion plénière de la Chambre des Représentants sur l'élaboration du prochain budget, vise à élargir la base fiscale et augmenter les recettes fiscales en taxant les sociétés multinationales effectuant des transactions transfrontalières. Estimant que les recettes de l'État pourraient atteindre environ 12,14-12,36% du PIB en 2025, tandis que les besoins en dépenses de l'État devraient se situer entre 14,59-15,18% du PIB, le gouvernement espère réduire le déficit budgétaire estimé entre 2,45-2,82% du PIB pour l'année prochaine. Toutefois, cette initiative suscite également des interrogations quant à sa compatibilité avec certains dispositifs incitatifs et à son possible impact sur l'attractivité de l'Indonésie pour les investisseurs étrangers.

Malaisie

Premier pas vers la rationalisation des subventions aux carburants

Les prix des carburants sont fixés par l'Etat à des niveaux très bas impliquant une compensation pour les distributeurs de 9,6 Mds USD, soit 11,4% des dépenses budgétaires (données 2022). Le Premier ministre a annoncé une rationalisation des subventions au diesel. Le nouveau dispositif s'avère complexe. Il prévoit une aide directe mensuelle de 42,5 USD destinée aux particuliers, aux petits agriculteurs et aux petits exploitants de plantations, de nationalité malaisienne et propriétaires de véhicules diesel de moins de 10 ans. L'éligibilité à cette subvention est soumise à un plafond de revenu annuel de 21 250 USD pour les ménages et à un chiffre d'affaires annuel compris entre 10 625 USD et 63 750 USD pour les agriculteurs individuels et les petits exploitants, avec une condition de résidence sur la péninsule. Les entreprises du secteur des transports terrestres et de la logistique bénéficieront également d'un régime de subvention via un système de quotas permettant l'achat de diesel à prix réduit avec une carte de paiement dédiée. Aucune indication n'a été donnée sur l'évolution du prix une fois la mesure mise en œuvre. L'économie pour les finances publiques serait faible : 850 M USD par an. Cette mesure, volontairement limitée, a valeur de signal quant à une future diminution des subventions pour l'ensemble des carburants mais aussi de test sur sa faisabilité et son acceptabilité.

Publication d'une feuille de route pour développer l'accès des ETI aux marchés de capitaux

L'autorité des marchés financiers malaisienne, la Securities Commission, a présenté le 23 mai une feuille de route pour développer l'accès des très petites et moyennes entreprises (TPME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI) aux marchés de capitaux sur la période 2024-2028. Déclinée en 9 stratégies et 36 initiatives, elle vise à accroître le montant des fonds collectés par ces catégories d'entreprises sur les marchés de capitaux de 1,3 Md USD en 2023 à 8,5 Mds USD en 2028. Il s'agit notamment de réduire le coût des émissions obligataires, de faciliter les introductions en bourse, en particulier pour les entreprises des secteurs prioritaires identifiés dans la Nouvelle politique industrielle 2023 (NIMP) et dans la Feuille de route pour la transition énergétique (NETR), d'innover en matière d'instruments ou véhicules de marché et d'élargir la base des investisseurs potentiels. Parmi les mesures prévues, sont proposés la création d'un nouveau fonds d'investissement public à destination des PME cotées, la titrisation de prêts aux PME et ETI et le développement d'une plateforme d'information sur l'affacturage. Selon la définition malaisienne, les ETI ont un chiffre d'affaires compris entre 4,3 M USD (10,6 M USD pour le secteur manufacturier) et 106,3 M USD. Au nombre d'environ 8 500, elles contribuent pour 36% au PIB malaisien et emploient plus de 16% de la main d'œuvre. Les TPME (97% des entreprises) représentent quant à elles 38% du PIB et 48% des emplois en 2022.

Lancement d'une stratégie nationale de développement de l'industrie des semi-conducteurs

À l'occasion de la 9^e édition du salon SEMICON Southeast Asia, le Premier ministre malaisien a dévoilé les principales orientations d'une stratégie nationale de développement de l'industrie des semi-conducteurs. Alors que le pays est bien positionné sur les opérations d'assemblage et de test, l'ambition est de monter dans les chaînes de valeur en créant des champions locaux dans les activités de conception et d'assemblage avancé, en attirant les fabricants de « wafers »/galettes et en favorisant l'installation d'unités d'assemblage pour des entreprises majeures du secteur (Apple, Lenovo, Huawei). Un budget de 5,3 Mds USD sera mis en place sur une période de 10 ans, près de 60 000 ingénieurs se verront offrir une formation de haut niveau et les fonds souverains et de pensions malaisiens seront mis à contribution pour accompagner le développement des entreprises locales. À terme, le gouvernement vise 110 Mds USD d'investissements privés ainsi que l'émergence d'une dizaine d'entreprises dépassant 210 M USD de chiffre d'affaires et d'une centaine supplémentaire approchant ce niveau.

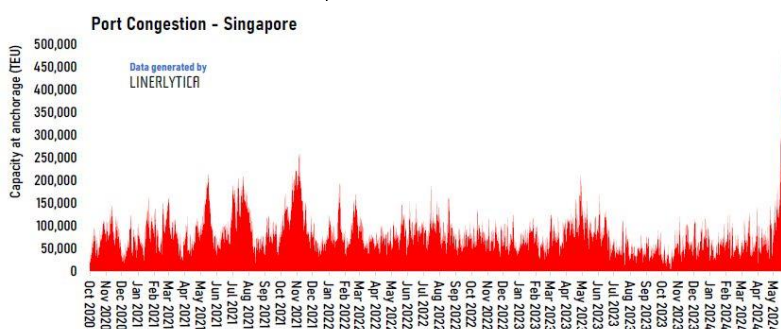
Soutien de la SFI au projet de centre de données du groupe Yondr

La Société financière internationale (SFI), filiale du groupe Banque mondiale, a annoncé le 29 mai l'octroi d'un prêt de 150 M USD au néerlandais Yondr (filiale du groupe américain Cathexis) pour la construction d'un centre de données d'une capacité totale de 300 MW dans l'État de Johor. Le coût du projet est estimé à 874 M USD. Depuis l'ouverture d'un bureau en Malaisie en avril 2023, l'institution a également octroyé, en décembre 2023, un prêt de 70 M USD à la société chinoise Shandong Intco Recycling Resources pour la construction d'une usine de recyclage de plastiques dans l'Etat de Selangor, dont le coût total est évalué à 123 M USD.

Singapour

Congestion portuaire en Asie, Singapour confronté à des retards d'expédition

Les retards d'expédition à Singapour ont plus que doublé récemment, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix pour les consommateurs. La congestion portuaire est due à des facteurs variés, notamment les déviations causées par les troubles en mer Rouge et la ruée des exportateurs chinois pour expédier des marchandises avant l'application de certaines restrictions commerciales. Actuellement, chaque navire met environ sept jours à accoster, au lieu d'un à deux jours auparavant. En mai, le port de Singapour a déjà reçu environ 1 000 navires, contre seulement 639 en avril. Les retards dans les ports affectent plusieurs secteurs, dont l'industrie et le e-commerce, pouvant conduire à de l'inflation.



Reprise difficile de la production industrielle

En avril 2024, la production industrielle de Singapour a enregistré une modeste expansion de 7,1% en variation mensuelle - corrigée des effets saisonniers -, après une très forte baisse en mars (-16,1%), se traduisant par une contraction plus légère de 1,6% en glissement annuel (g.a.). La reprise de la production reste difficile, avec des baisses marquées dans les secteurs pharmaceutique (-54,6% g.a.) et électronique (-1,1% g.a.), reflétant peut-être une digestion des stocks. Certaines améliorations sont toutefois observées, notamment dans les sous-segments de la technologie médicale, des périphériques informatiques et du stockage de données, ainsi que dans l'ingénierie des transports. En dépit de la volatilité des données, les perspectives restent relativement positives pour les secteurs de l'électronique et des semi-conducteurs, soutenues par des effets de base favorables et une demande sous-jacente solide à l'échelle globale.

Crédits carbone : signature d'un accord avec le Ghana

Singapour et le Ghana ont signé un accord permettant aux firmes singapouriennes d'acheter des crédits carbone issus de projets basés au Ghana pour compenser jusqu'à 5% de leurs émissions taxables de CO₂. La taxe carbone en 2024 est passée à 25 SGD (18 USD) par tonne de CO₂, et atteindra éventuellement entre 50 et 80 SGD (37 – 59 USD) par tonne de CO₂ d'ici 2030. Ces projets de crédits carbone visent à promouvoir le développement durable et à générer des bénéfices pour les communautés locales, avec des contributions prévues pour l'adaptation au changement climatique au Ghana.

300 M SGD supplémentaires dans les ordinateurs quantiques et le vivier de talents

Le 30 mai, le vice-Premier ministre Heng Swee Keat a annoncé durant l'Asia Tech x Summit qu'elle allait injecter près de 300 M SGD (222 M USD) supplémentaires au cours des cinq prochaines années dans son ambition de devenir une puissance quantique, portant ainsi le budget de recherche et développement dans la technologie quantique à 695 M SGD (514 M USD) depuis 2002. Ces fonds seront alloués à des études, à la formation de 100 experts locaux niveau doctorat et maîtrise, ainsi qu'à des subventions pour la recherche en vue de construire des ordinateurs quantiques et des équipements localement.

Vietnam

Résultats économiques des 5 premiers mois de 2024

L'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 6,8% en 5 mois en glissement annuel (g.a.) et les ventes au détail de marchandises et de services de 8,7%. Sur les 5 mois, la balance commerciale a été excédentaire de 8 Mds USD avec 156,8 Mds USD d'exportations, en hausse de 15,2% en g.a. et 148,8 Mds USD d'importations, en hausse de 18,2%. Le taux d'inflation a augmenté en mai pour atteindre 4,4% en g.a., soit +4% sur les 5 mois, chiffre se rapprochant du plafond ciblé pour l'année par le Gouvernement (4-4,5%).

Forte croissance de 70% des IDE dans le secteur immobilier

Au cours des cinq premiers mois de 2024, le total des licences d'IDE entrants au Vietnam délivrées a atteint 11,1 Mds USD, en croissance de 2% en g.a., tandis que les IDE décaissés ont atteint 8,3 Mds USD, en augmentation de 7,8% en g.a. Les investisseurs étrangers ont injecté 2 Mds USD dans le secteur immobilier vietnamien, en hausse de 70% en g.a.. Ce secteur se classe au 2^e rang après le secteur manufacturier, qui a reçu 7,4 Mds USD. L'augmentation des investissements dans le secteur immobilier est due à des prévisions de reprise du secteur, une baisse des taux d'intérêt et des investissements publics croissants.

Une proposition de régime de DPPA soumise à l'approbation du gouvernement

Le ministère de l'industrie et du commerce a soumis à l'approbation du gouvernement une proposition de décret sur le DPPA (direct power purchase agreement). Attendu de longue date, un tel régime permettrait aux consommateurs finaux d'électricité de négocier en direct avec le producteur d'énergie renouvelable, leur permettant ainsi de garantir la continuité de leur approvisionnement en électricité ainsi que le caractère vert de ladite électricité. Le décret soumis propose qu'un tel régime puisse être soumis pour une consommation mensuelle supérieure à 500 000 kWh et interdirait toute revente. Pour rappel, le plan de mise en œuvre du PDP8 ne prévoit la mise en œuvre d'un régime de DPPA que d'ici 2030. Le 15 avril 2024, toutefois, le Premier Ministre vietnamien a signé la circulaire no. 38 demandant notamment au ministère de l'Industrie et du commerce (MoIT) qu'il soumette en urgence ses propositions de mécanismes permettant l'achat et la vente directe d'électricité entre les producteurs et les « importants utilisateurs » d'électricité en vue de leur promulgation d'ici le 30 avril 2024.

Vers la modernisation des infrastructures portuaires

Le 22 mai 2024, le Vietnam a amendé le schéma directeur de son « système portuaire » pour la période 2021-2030. Il est désormais prévu que 54,3 M EVP et 18,8 M passagers transitent par les ports vietnamiens à horizon 2030 (contre 46,3 M EVP et 17,4 M passagers prévus initialement). Les ports internationaux de Lach Huyen (Haiphong), Cai Mep – Thi Vai (Ba Ria Vung Tau) sont qualifiés de prioritaires, de même que la construction du port de transit international de Can Gio, à Ho Chi Minh-ville. Entre 2009 et 2023, les échanges de marchandises du Vietnam ont été multipliés par plus de cinq, passant de 126 Mds USD à 681 Mds USD.

Thaïlande

Regain de tensions politiques : inculpation de l'ex-premier ministre Taksin pour lèse-majesté et pétition contre le Premier ministre Srettha

L'ancien Premier ministre Thaksin a été inculpé de lèse-majesté ce mercredi par le parquet thaïlandais. Thaksin, une figure politique clivante, a récemment fait son retour après un exil de 15 ans, suscitant des tensions dans un contexte politique déjà troublé depuis les dernières élections. Cette inculpation intervient alors que le Premier ministre Srettha est visé par une pétition lancée par 40 sénateurs, demandant à la Cour constitutionnelle d'examiner la possible révocation de ses fonctions. Cette pétition fait suite à la nomination par Srettha de Pichit Chuenban, ancien avocat de Thaksin, en tant que ministre. Les sénateurs ont en effet contesté cette nomination, la jugeant illégale en raison des antécédents judiciaires de Pichit. Sous la pression des sénateurs, ce dernier a depuis démissionné du gouvernement.

Des mesures pour aider les emprunteurs en défaut de paiement et isoler les prêts « non-performants »

Le ministère des Finances a proposé des nouvelles mesures destinées à aider les emprunteurs en situation de défaut de paiement. Actuellement, environ un million d'emprunteurs auprès des banques publiques spécialisées seraient ainsi classifiés comme prêteurs non-performants du fait de l'impact de la pandémie et la hausse des taux d'intérêt. Les mesures proposées sont surtout des dispositions visant à faciliter le retour à l'accès au crédit des emprunteurs en défaut de paiement : (i) en réduisant la période où l'emprunteur est inscrit sur liste noire, de 5 à 8 ans actuellement à 1 ou 2 ans, (ii) par l'allocation d'un budget pour effacer une partie des prêts non-performants (10 Mds THB ou 270 M EUR). Une autre annonce majeure est l'établissement d'une structure de défaisance publique, ARI-AMC, qui aura la charge de restructurer une partie des créances douteuses des banques publiques (45 Mds THB ou 1,2 Md USD) afin de sortir ces crédits de la catégorie des prêts non-performants.

Révision du plan budgétaire 2025 - 2028

Le gouvernement thaïlandais a approuvé la révision du cadre budgétaire à moyen-terme (2025 - 2028). Ce plan prévoit une hausse progressive des recettes et des dépenses du gouvernement, ainsi qu'une réduction progressive du déficit budgétaire à 3,1% du PIB. La dette publique devrait continuer d'augmenter pour atteindre 68,6% du PIB en 2028. Le plan s'appuie sur une hypothèse de croissance entre 3,0 et 3,2% par an et une inflation relativement stable, comprise entre 0,9 et 1,9% en 2025 jusqu'à 1,3 – 2,3% en 2028.

Philippines

Le peso à son niveau le plus bas depuis novembre 2022 (58,7 PHP/USD)

La dépréciation du peso philippin (PHP) se poursuit, jusqu'à atteindre le 30 mai dernier son niveau le plus bas depuis novembre 2022 à 58,7 PHP/USD, reflétant la tendance régionale plus large de dépréciation des devises asiatiques face au dollar. Enregistrant une baisse de 5% par rapport au début d'année (+3 PHP/USD), le peso philippin se classe parmi les devises les moins performantes d'Asie au T1 2024, poussant à la hausse les pressions inflationnistes domestiques. Face au maintien à un niveau élevé des taux directeurs par la Fed, la BSP devrait repousser sa première baisse de taux, initialement attendue pour le mois d'août prochain et alors que les taux sont à leur niveau le plus élevé depuis 17 ans. Les Philippines font face à une gestion délicate du niveau des prix, avec une croissance des prix qui s'est réinstallée sur une légère dynamique haussière depuis le début de l'année 2024 (+3,8% g.a. pour l'indice d'ensemble en avril 2024).

Ouverture de la troisième raffinerie d'huile de palme

Garcia Refinery Corp. (Gareco) a débuté la construction d'une raffinerie d'huile de palme dans la région de Socksargen sur l'île de Mindanao. Cela représente un montant d'investissement de 600 M PHP (10,3 M USD) financé à hauteur de 450 M PHP (7,7 M USD) par un prêt de la banque publique LandBank. Les Philippines sont un exportateur net d'huile de palme brute, à destination principalement de Singapour, d'Inde et de Malaisie, pour un montant total d'environ 43,8 M USD en 2022 (39^e rang mondial). Le pays est cependant dépendant des importations pour faire face à sa demande en huile de palme raffinée, en augmentation depuis plus de 10 ans et qui a atteint un niveau record en 2022 (1,176 MT). Le pays a importé en 2022 pour 1,37 Mds USD d'huile de palme raffinée (8^e rang mondial), principalement en provenance de Malaisie. Le choix de la région de Socksargen pour cette nouvelle raffinerie s'explique par son potentiel important : première productrice d'huile de palme du pays, elle représente 34% de la surface recouverte d'exploitation d'huile de palme dans l'archipel, et est identifiée par le Ministère de l'Agriculture avec le premier potentiel d'expansion du pays (+73 000 Ha). À ce jour, les deux raffineries qui existent dans le pays ne couvrent que 5% de la demande domestique, avec des besoins pourtant croissants alimentés par l'agro-alimentaire et le secteur médical et cosmétique.

Cambodge

Nouveau soutien dans le secteur de la pêche

Dans le cadre du programme CAPFISH-Capture financé par l'Union européenne (UE) et de son projet de développement de la pêche après capture, le ministère de l'Agriculture, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Société de garantie du crédit du Cambodge (CGCC) ont conjointement mis en place un mécanisme de soutien à l'investissement (ISF) pour soutenir le secteur de la pêche. Le dispositif ISF est une initiative de financement mixte, cofinancé par l'UE à hauteur de 7 M USD. Actuellement, la filière halieutique est confrontée à plusieurs défis : manque de capacité de transformation, valeur ajoutée limitée et problèmes de sécurité alimentaire. Ce nouveau programme devrait permettre de soutenir plus de 100 entreprises du secteur, en plus des 50 entreprises déjà soutenues par le projet, à relever ces défis. Il vise donc l'amélioration de la productivité ainsi que la sécurité et la qualité des produits. À ce jour, la filière halieutique est destinée principalement à la consommation locale. Et sans surprise, elle demeure peu exportatrice. Selon le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, en 2023, le Cambodge a exporté 3 449 t de poisson frais (+19% sur un an) et 186 t de produits de la pêche transformés (+354%).

Peu de projets PPP au Cambodge

Le nombre et le volume des partenariats public-privé (PPP) au Cambodge sont relativement faibles par rapport aux pays de la région, selon un rapport de la Banque mondiale. Entre 2017 et 2022, le Cambodge n'a réalisé que 8 projets d'infrastructure pour un total de 1,34 Md USD. Cependant, ces données n'incluent pas le projet d'autoroute Phnom Penh-Sihanoukville, entrée en service en 2023 (pour 2 Mds USD). En comparaison, la Thaïlande a réalisé pour la même période 19 projets (9,53 Mds USD), les Philippines 33 projets (8,85 Md USD) et le Vietnam 65 projets (23,73 Md USD). De fait, le Cambodge dispose d'un cadre juridique incomplet pour les PPP, que ce soit en termes de préparation de projets, de sélection et d'exécution. On note aussi nombre de projets proposés directement par les entreprises. L'adoption en novembre 2021 d'une nouvelle loi sur les PPP devrait aider à renforcer le cadre institutionnel et juridique. Pour autant, le Cambodge devrait encore renforcer la capacité de ses agences d'exécution, développer et appliquer un cadre solide pour gérer les risques budgétaires des PPP, et limiter le recours à la négociation directe et privilégier des appels d'offres, selon les recommandations de la Banque mondiale.

Cambodge 2024 ou le Grand bond en avant

Pour l'année 2023, le commerce extérieur du Cambodge est en baisse à 46,8 Mds USD (-1,9%). Les échanges ont été principalement marqués par la baisse de la demande de vêtements des pays développés. Cela ne l'a pas empêché de marquer quelques succès avec une croissance de 57% de ses exportations d'équipements électriques et électroniques, représentant 14% de ses exportations (3,1 Mds USD). Toutefois, une partie de cette progression vient des exportations de panneaux photovoltaïques chinois (désormais frappés de droit anti-contournement par les Etats-Unis). Signes d'une économie dynamique qui se diversifie, c'est dans cet esprit que l'AMRO, le bureau d'analyse macroéconomique de l'ASEAN + 3 (ASEAN, Chine, Corée, Japon), prédit un fort saut de l'économie cambodgienne avec une croissance de 5,6% pour 2024. L'AMRO prévoit aussi une inflation à 2,5%, retrouvant ses niveaux pré-pandémie. Cette évolution dépend toutefois de trois facteurs : le retour en grâce du textile, la reprise du tourisme et l'évolution du secteur de la construction. Le premier facteur, qui est par ailleurs l'un des moteurs économiques du reste de l'Asie du Sud-Est, bénéficierait de la hausse de la demande dans les pays développés. Le deuxième facteur bénéficierait d'une plus grande disponibilité des vols, tandis que le dernier risque de connaître une croissance plus timide.

Laos

Du monde au chevet du malade

De nouveaux efforts sont déployés par les autorités pour relancer l'économie et régler une inflation avoisinant toujours les 25%. En effet, la Banque du Laos vient d'organiser une réunion avec le secteur privé et des économistes pour trouver de nouvelles idées... en vain. On en revient à limiter la dépendance sur les importations, qui peut représenter jusqu'à 70% des biens consommés dans le pays. L'idée que la stabilité était sans doute plus importante que la croissance à court terme a également été mise en avant. Dans le même temps, la BASD appuie les efforts du gouvernement dans le cadre d'une nouvelle stratégie 2024-2028, reprenant les priorités de développement socio-économique du pays. La BASD s'engage à promouvoir un égal accès aux services publics et des mesures en faveur du climat. La banque souligne également l'importance de la stabilité macroéconomique. Elle prévoit d'aider au renforcement de la gestion de la dette, à la réforme des entreprises d'Etat et à une gouvernance améliorée des finances publiques.

Contribuable exemplaire aussi

Nam Theun 2 Power Company (NTPC) est une co-entreprise entre le gouvernement laotien (25%), la société publique d'électricité thaïlandaise EGCO (35%) et EDF (40%). Sa gestion est donc assurée par EDF, avec un grand succès. D'une capacité de 1080 MWc, le barrage produit bon an mal an 6 GWh d'électricité, à 95% destinée à l'exportation vers la Thaïlande. Le barrage est entré en service en 2010, pour une concession courant jusqu'en 2035. Au cours de cette période, NTPC aura pour 2 Mds USD de recettes et avantages pour le Laos. C'est à ce titre que l'entreprise est un contribuable exemplaire, d'autant plus que le coût de sa construction est proche d'être amorti. Il a donc versé cette année 15 M USD d'impôt sur les entreprises, sans compter les redevances et autres recettes d'exportation. NTPC contribue également fortement au développement socio-économique local.

Protéger les forêts

Après la mise en place d'un mécanisme de crédits carbone assis sur ses surfaces forestières ; la signature d'un accord de coopération avec l'Union européenne destiné à impliquer les communautés locales, en particulier à travers les femmes, pour valoriser les activités économiques durables et la protection de la forêt ; le ministre de l'Agriculture et de la forêt a annoncé, à l'approche de la journée nationale de l'arbre (1^{er} juin), le projet de planter 34 millions d'arbres sur 42 000 ha en 2024. Au regard des pertes de couvert forestiers, qui ont atteint environ 436 000 ha selon Global Forest Watch en 2023, cela reste ainsi modeste.

Birmanie

Introduction d'accords de troc dans les échanges extérieurs

Le Ministère du commerce (« MOC ») autorise depuis le 2 mai 2024 les accords de troc (« BTA ») dans les échanges extérieurs de la Birmanie. Ces accords facilitent l'échange de biens de valeur égale entre la Birmanie et un pays partenaire sans utiliser de devises étrangères, ce qui devrait aider à favoriser les exportations nationales. Les produits d'exportation approuvés comprennent le riz et les produits agricoles, les produits de la mer, le minier et les importations couvrent les engrais, les pesticides, les matières premières industrielles, les véhicules électriques, les équipements agricoles, le carburant, l'huile de palme et d'autres produits de première nécessité. Le volume commercial mensuel est plafonné à 60 M USD, répartis à parts égales entre les exportations et les importations. La chambre du commerce birmane (UMFCCI) a publié les démarches à suivre suite à cette annonce.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr